

POLITIQUE

PAYSAGE POLITIQUE AUX PAYS-BAS : UN PUZZLE

Aux Pays-Bas, le quatrième gouvernement de Jan Peter Balkenende (° 1956) n'a pas fait mieux que ses prédécesseurs: lui non plus n'est pas allé jusqu'au terme de son mandat¹. La coalition rassemblant les chrétiens-démocrates (CDA), les sociaux-démocrates (PvdA) et la *Christen Unie* n'a pas réussi à s'entendre sur l'engagement de forces armées en Afghanistan. Le PvdA souhaitait y mettre fin ainsi qu'il en avait été convenu lors de la formation du gouvernement, tandis que le CDA était prêt à répondre favorablement à une nouvelle demande de l'OTAN visant à ce que les Pays-Bas continuent à envoyer des détachements militaires. L'accord s'est avéré impossible. Fin février 2010, juste avant les élections municipales, les sociaux-démocrates ont jeté l'éponge. Les citoyens néerlandais vont reprendre le chemin des isoloirs le 9 juin 2010 pour élire une nouvelle Deuxième Chambre (le parlement des Pays-Bas).

Aucun parti ne fait d'emblée figure de grand favori pour ce scrutin national. Des sondages effectués dans la foulée des élections communales du 3 mars 2010 montraient que quatre partis se tenaient de près, réunissant chacun approximativement 25 sièges sur les 150 que compte au total la Deuxième Chambre. Trois autres partis semblaient en mesure d'en décrocher 10 à 15 chacun, et deux ou trois petites formations se partageraient le restant. Ce pronostic laissait tout de suite entrevoir combien la formation d'une nouvelle équipe gouvernementale serait difficile, d'autant que certains partis annonçaient à l'avance qu'ils excluraient tel ou tel partenaire potentiel.

Le CDA, par exemple, estimait illogique de collaborer avec le PvdA au sein d'une éventuelle future coalition. Le Premier ministre Balkenende jugeait que reprendre pour partenaire la formation politique avec laquelle on vient de rompre était «peu crédible». Le PvdA, en revanche, était tout disposé à poursuivre en compagnie du CDA. À ceci près que, pour citer le leader social-démocrate Wouter Bos, «juste après la rupture, on ne tient

pas à revoir son ex, mais, au bout d'un temps, cela s'arrange». Bos n'a pas tardé à laisser sa place à Job Cohen (° 1947)², le charismatique ancien maire d'Amsterdam. Les observateurs politiques en ont déduit que le PvdA, suite à ce changement, pouvait très bien s'imposer en juin 2010 comme le premier parti des Pays-Bas. La troisième formation est le parti libéral VVD. Si, au cours de la dernière décennie, il a fait partie du gouvernement, c'était tantôt avec les chrétiens-démocrates tantôt avec les sociaux-démocrates. Mais entre-temps est apparu un quatrième grand parti, et c'est surtout lui qui a brouillé les cartes en vue des élections du 9 juin. Le PVV ou *Partij voor de Vrijheid* (Parti pour la liberté) est un nouveau venu, fondé par Geert Wilders (° 1963)³. Il est résolument orienté à droite, avec entre autres des prises de position très affirmées concernant les étrangers. Wilders a notamment pour cible les musulmans et l'islam. Sans autre forme de procès, il catalogue l'islam comme une foi rétrograde. Récemment, à Londres, durant une conférence de presse qui faisait suite à la projection de son film anti-islam *Fitna*, il a stigmatisé le prophète Mahomet comme barbare, génocidaire et pédophile.

Wilders a aussi des opinions très tranchées sur la Turquie. Pour lui, le Premier ministre Erdogan est «un vieux dingue». Et, si la Turquie entrait dans l'Union européenne, les Pays-Bas devraient en sortir. Wilders ne fait pas mystère de son ambition de devenir Premier ministre des Pays-Bas. S'il y parvient, il s'empressera de fermer toutes les écoles islamiques. De plus, il mettra un terme à l'immigration en provenance de pays musulmans et à la construction de mosquées. Et les criminels musulmans possédant un double passeport devront quitter le pays séance tenante.

Les partis de gauche, dont le PvdA, trouvent totalement aberrant de s'allier à cet homme et à son parti. Les chrétiens-démocrates et les libéraux ont également pas mal de critiques à formuler, mais n'ont pas voulu exclure Wilders d'office.

L'entrée en scène du PVV est une des causes des affrontements extrêmement durs qui émaillent la campagne des législatives. Les municipales du 3 mars en ont déjà donné un avant-goût: les thèmes nationaux devaient en principe avoir moins de poids à ce niveau mais, durant les dernières semaines qui précédaient le jour du scrutin, on

aurait pu croire que les chefs de file des grands partis étaient éligibles dans les petits villages.

Le parti de Wilders ne se présentait que dans deux communes, mais elles ont focalisé l'attention. Surgissant de nulle part, le PVV est devenu le second parti à La Haye. Et à Almere, la nouvelle ville dans le polder à l'est d'Amsterdam, il a même pris la tête. Dans cette campagne électorale, c'est Wilders qui donnait le ton. Avec, à son programme, l'interdiction du port du voile pour les femmes travaillant dans l'administration communale ou une institution subsidiée par la commune.

Ce n'est pas seulement à l'échelon du pays qu'il s'avère difficile de mettre sur pied une coalition qui tienne la route. Le problème se pose également au niveau des communes. Malgré le grand intérêt suscité par les questions nationales, le scrutin du 3 mars a vu une nette progression des partis implantés sur le plan local. Souvent, il s'agissait de groupes de pression contestant le remembrement de la commune ou s'opposant à la fermeture d'un établissement de soins, par exemple. À Rotterdam, le parti de feu Pim Fortuyn (Pour un Rotterdam vivable), a décroché le même nombre de sièges que le PvdA. Grâce à une légère avance en nombre de voix, les sociaux-démocrates ont pu entamer la constitution d'un nouveau collège. Et ils n'entendaient pas y associer les «vivables».

Il n'existe pas encore aux Pays-Bas, à quelque niveau de pouvoir que ce soit, un «cordon sanitaire». Mais, si des partis s'excluent les uns les autres, la formation d'un gouvernement de coalition devient terriblement aléatoire. Si bien que les Pays-Bas ne sont pas loin de connaître une situation comparable à celle qui a longtemps prévalu en Flandre sous la poussée électorale du parti d'extrême droite *Vlaams Blok* (aujourd'hui *Vlaams Belang*). Du reste, maints observateurs estiment que, de plus en plus, le paysage politique des Pays-Bas présente des caractéristiques belges.

(Rédigé le 27 mai 2010)

JORIS VAN DE KERKHOF

(TR. J.-M. JACQUET)

1 Voir *Septentrion*, XXXVI, n° 2, 2007, pp. 88-89.

2 Voir *Septentrion*, XXXV, n° 1, 2006, pp. 82-83.

3 Voir *Septentrion*, XXXVII, n° 3, 2008, pp. 84-86.